



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL/BRENV/2019/284-4

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

HANES FRANCE SAS
Z.I SAINT PANTALEON
71400 AUTUN

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L171-6 à L171-8, L172-1 et suivants, L181-16, L511-1, L512-1, L514-5, L514-6 ;

VU l'arrêté préfectoral n°86-112 du 30 avril 1986 autorisant la société HANES FRANCE SAS (ex DIM) à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune d'Autun (71400), ZI Saint Pantaléon ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 02 juillet 2019 faisant suite à la visite d'inspection du 6 juin 2019 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 09 juillet 2019 transmettant le rapport de l'inspection des installations classées ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 25 juillet 2019 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 avril 1986 susvisé qui dispose :

« Les eaux pluviales, les eaux de refroidissement et, d'une façon générale, toutes les eaux non polluées, sont collectées et évacuées par un réseau séparatif. »

CONSIDÉRANT l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} février 2001 demandant à l'exploitant une étude technico-économique relative l'économie des consommations d'eau et la réduction des volumes rejetés et l'étude technico-économique sur la réduction de la consommation d'eau à l'atelier teinture transmise par l'exploitant datée du 16 novembre 2001 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 6 juin 2019, l'inspection des installations classées a constaté que les eaux de refroidissement des bains de l'atelier teinture sont mélangées aux eaux polluées avant envoi vers le bassin tampon et que par conséquent ces eaux de refroidissement ne sont pas collectées et évacuées par un réseau séparatif ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 avril 1986 ne sont donc pas respectées ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que les eaux de refroidissement des bains de l'atelier diluent les eaux polluées avant rejet ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 avril 1986 susvisé qui dispose :

« L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour assurer le recyclage des eaux de refroidissement conformément aux dispositions de la circulaire du 10 août 1979 de Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution des eaux. Il mettra à profit les remplacements de matériels et les rénovations d'atelier pour satisfaire à cet objectif, dans la limite de la compatibilité avec les moyens de fabrication et de la rentabilité des moyens à mettre en œuvre ; outre les justificatifs appropriés à apporter, l'exploitant devra proposer une solution alternative acceptable en ce qui concerne la protection de l'environnement. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 6 juin 2019, l'inspection des installations classées a constaté que les machines (autoclaves, tambours et tiroirs) utilisées dans l'atelier teinture sont chacune équipées d'un système de réfrigération en circuit ouvert (serpentins) alimenté en eau de ville ;

CONSIDÉRANT par conséquent que l'exploitant n'a pas pris toutes dispositions pour assurer le recyclage des eaux de refroidissement et qu'il n'a pas apporté la justification des difficultés particulières techniques ou économiques pour satisfaire à cet objectif tout en proposant une solution alternative acceptable en ce qui concerne la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 1986 ne sont donc pas respectées ;

CONSIDÉRANT l'ensemble des constats susmentionnés constituent un manquement aux dispositions des articles 3.2.1 et 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 1986 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société HANES FRANCE SAS de respecter les prescriptions des articles 3.2.1 et 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 1986 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement n'est pas garantie ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société HANES FRANCE SAS, dont le siège social est situé 2 Rue des Martinets – 92500 RUEIL MALMAISON est mise en demeure, de respecter pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune d'Autun (71400), ZI Saint Pantaléon, 2 rue Nicéphore Niepce, sous des délais fixés ci-après à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

1. Article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 1986 susvisé (délai six mois) :

Collecter et évacuer les eaux de refroidissement de l'atelier teinture par un réseau séparatif.

2. Article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 1986 susvisé (délai six mois) :

Ne plus procéder à la réfrigération en circuit ouvert des bains de l'atelier teinture.

L'exploitant devra tenir informée l'inspection des installations classées de l'avancement des actions / travaux demandés ci-dessus. En particulier, les devis et commandes nécessaires à leur réalisation seront transmis à l'inspection des installations classées.

Article 3 - Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans le même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 - Exécution

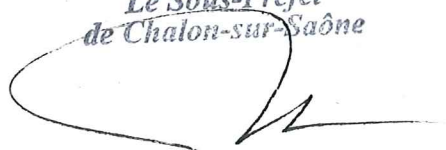
M. le préfet de Saône et Loire, M. le sous-préfet d'Autun, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- M. le maire d'Autun ;
- M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL à Mâcon ;

Mâcon, le 14 OCT. 2019

p/ Le Préfet,

*Le Sous-Préfet
de Chalon-sur-Saône*



Jean-Jacques BOYER